



Souveraineté alimentaire et Agroécologie pour soigner les systèmes alimentaires malades

Document conclusif de l' "Expo des Peuples Milan 2015", 3-5 juin 2015

NOTRE VISION COMMUNE

Notre vision d'un système alimentaire équitable et durable se fonde sur les **Droits de l'Homme**, sur le **respect des limites de la planète** et sur l'obligation de **travailler ensemble** pour arriver progressivement à un monde où soient garantis à tous les justes moyens de subsistance, où chacun soit en sécurité du point de vue alimentaire, où la malnutrition soit éliminée et les populations vivent en harmonie avec la nature. En tant que mouvements sociaux, nous croyons que la **souveraineté alimentaire** est la meilleure approche politique pour rejoindre de tels objectifs. Nous reconnaissons la valeur des petits producteurs de nourriture en tant que principaux investisseurs globaux en agriculture, de même que principaux créateurs d'emplois et de moyens de subsistance dans le monde entier. Nous demandons qu'une place plus importante soit accordée aux **femmes** et aux **jeunes** afin qu'ils puissent contribuer à la transformation en cours. Nous avons besoin de mesures et d'indicateurs qui évaluent non seulement les ressources physiques, mais aussi les ressources non tangibles comme **l'environnement**, les **conditions sociales et de travail** et la **redistribution du pouvoir et de la richesse**. Les catastrophes naturelles et celles d'origine humaine sont en augmentation aussi bien en fréquence et qu'en gravité. Nous avons donc besoin d'un système alimentaire **résilient** et qui soit en mesure de garantir le développement durable. C'est la raison pour laquelle notre vision prévoit le **choix délibéré de soutenir l'agroécologie**.

Les bases de cette vision se retrouvent déjà dans les **systèmes alimentaires locaux** qui nourrissent la majeure partie de la population mondiale. Toutefois, son potentiel est freiné par le modèle agro-alimentaire industriel et par les spéculations financières sur les produits agricoles, soutenus par la majeure partie des gouvernements et des institutions internationales. Notre vision est de changer ce modèle et de **promouvoir un système alimentaire juste et durable** qui garantisse le droit à la nourriture et à l'alimentation pour tous.

NOS STRATEGIES POUR CHANGER LES SYSTEMES ALIMENTAIRES

1) Dénoncer et résister à l'accaparement de la terre et de l'eau.

Au jour d'aujourd'hui, on estime que plus de 40 millions d'hectares ont été expropriés, provoquant ainsi la concentration des terres cultivables aux mains de quelques-uns, des évacuations de force et l'oppression des peuples. Ce processus va de pair avec l'accaparement de l'eau. Nous croyons que l'accès et le contrôle de la terre et de l'eau de la part des populations et surtout de la part des femmes, soit essentiel pour la paix et pour arrêter le changement climatique, en plus d'être fondamental pour le respect des Droits de l'Homme et pour garantir une vie digne pour tous. C'est pourquoi nous ferons tous les efforts nécessaires pour la pleine mise en œuvre des Directives Volontaires de la FAO pour une Gouvernance Responsable de la Terre (VGGT) comme instrument politique fondamental.

2) Promouvoir l'agroécologie et refuser sa cooptation de la part du système alimentaire industriel.

L'agroécologie est une façon de vivre. Ce n'est pas un simple ensemble de technologies ou de pratiques de production, mais plutôt un système holistique et inclusif de production, de transformation et de distribution des produits alimentaires à travers des réseaux de vente directe, justes et autogouvernés. De

telles pratiques se basent sur des principes écologiques qui réduisent drastiquement la dépendance d'apports externes. Nos stratégies pour promouvoir l'agroécologie prévoient l'adoption de normes hygiéniques et sanitaires adéquates, les échanges de connaissances horizontaux et intergénérationnels et la demande que l'agroécologie soit reconnue comme principale solution au changement climatique. Nous combattons les tentatives du secteur privé et public de s'approprier de l'agroécologie comme d'un moyen pour promouvoir les OGM et autres fausses solutions au réchauffement climatique.

3) Créer des marchés stables et solidaires, en donnant la priorité aux économies et aux commerces locaux.

Des instruments politiques sont indispensables pour stabiliser les marchés. Des postes de travail et des conditions sociales dignes doivent être créés et soutenus là où les personnes vivent, et une alimentation adéquate et nourrissante doit être disponible au niveau local à travers une économie, des marchés et des systèmes alimentaires décentralisés. Il est nécessaire de développer des politiques d'appels d'offres locaux qui soient libérés des accords commerciaux. Les producteurs ont aussi besoin d'accéder aux infrastructures pour commercer à l'intérieur de leur pays et à l'étranger.



4) Créer des réseaux alimentaires alternatifs.

Notre travail vise à décentrer les chaînes alimentaires, en promouvant des marchés diversifiés basés sur la solidarité et sur des prix équitables, en renforçant les relations entre les producteurs et les consommateurs. Pour ce faire, des règles sanitaires et des infrastructures adéquates sont nécessaires et en ce sens, les groupes d'achats (AMAPS), les Districts d'Economie Solidaire et les Food Council peuvent assurer l'engagement de tous les acteurs de la filière dans les processus de décisions.

5) Soutenir la consommation durable. Nous promouvons une nouvelle culture de l'alimentation, basée sur la consommation de produits de saison, locaux et de haute qualité, ainsi que sur une mineure demande de viande et de produits animaux. Nous encourageons l'éducation alimentaire des consommateurs et l'adoption de règles qui interdisent la publicité des aliments à forts contenus en graisses et en sucres pour les enfants. Pour une demande alimentaire globale plus durable, il est nécessaire de réduire les pertes et les gaspillages le long de la filière et d'interdire l'utilisation et les subventions publiques aux biocarburants dérivants des cultures alimentaires. Seuls les biocarburants qui n'entrent pas en compétition avec la production alimentaire peuvent recevoir un soutien financier public.

6) Protéger la Biodiversité et les droits des peuples aux ressources génétiques.

La biodiversité est en train de diminuer brusquement, tandis que nos demandes envers la Nature augmentent à un rythme insoutenable. Dans plusieurs pays, sous la pression de grandes entreprises, de nouvelles lois sur les graines limitent de plus en plus ce que les paysans peuvent faire de leurs propres graines. Conserver les graines est en train de devenir un crime et de cette façon on met en péril les bases de la production alimentaire ainsi que l'existence même des paysans. Le contrôle des ressources génétiques doit rester aux mains des paysans et des peuples. Nous avons besoin de politiques publiques qui protègent, respectent et assurent la gestion de la biodiversité, qui garantissent les droits des paysans de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre leurs graines et leurs espèces animales et de les protéger contre la biopiraterie, et qui garantissent que les communautés de pêcheurs continuent de jouer un rôle central dans le contrôle des voies maritimes et navigables.

7) Combattre le changement climatique et éliminer graduellement les combustibles fossiles en accélérant la transition (100%) vers les énergies renouvelables. Les changements climatiques menacent la souveraineté alimentaire de l'humanité toute entière. La production alimentaire agroécologique

à petite échelle qui utilise l'énergie renouvelable démontre, avec des exemples concrets à travers le monde entier, d'être l'option plus durable, résiliente et moins polluante pour nourrir nos populations et protéger notre planète. Les producteurs locaux en sont conscients et sont déjà en train d'adopter des stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Mais ils ont besoin de bonnes politiques qui les soutiennent. Les pratiques d' "Agriculture Climato-Intelligente" ou autres fausses solutions comme l' "Economie Verte" ne sont pas la réponse adéquate parce qu'elles continuent de renforcer le lien entre agriculture, combustibles fossiles et substances chimiques toxiques, et parce qu'elles encouragent l'exploitation des travailleurs agricoles.

8) Dénoncer les vrais obstacles au changement: les accords commerciaux et la spéculation financière.

La réduction des tarifs et des standards de qualité renforcent un système agricole et alimentaire toujours plus contrôlé par les multinationales. L'accord de l'OMC sur l'agriculture et les accords commerciaux proposés comme le TTIP, TPP et le TiSA, risquent de miner les capacités des agriculteurs à produire des denrées pour les communautés locales ainsi que les capacités des citoyens de choisir la nourriture qu'ils mangent; de même qu'elles font obstacle à l'urgente transition pour l'arrêt du changement climatique. Le mécanisme de résolution des controverses entre investisseurs et Etat (ISDS) subordonnerait la souveraineté des peuples aux intérêts des multinationales. Et puisque les prix de la nourriture ne se basent plus sur des facteurs réels mais sur le cours des marchés financiers et de la spéculation, une nouvelle série de règles pour la finance globale est fortement nécessaire.

9) S'adresser aux institutions internationales, aux Etats et aux autorités locales afin qu'elles garantissent une pleine participation de la société civile et des mouvements sociaux à la gouvernance des systèmes agro-alimentaires.

Il est fondamental que les petits producteurs, les travailleurs du secteur et les consommateurs aient une voix significative dans les décisions politiques qui regardent la nourriture et l'agriculture. L'influence du secteur privé dans les processus politiques nationaux et internationaux doit être réduite. Les gouvernements doivent renforcer le rôle du Comité pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (CSA) en tant que plateforme intergouvernementale centrale et inclusive pour la gouvernance alimentaire. La FAO, qui reconnaît maintenant l'autonomie de la société civile, est en train d'accepter l'agroécologie et de soutenir les petits producteurs. Nous faisons appel aux autres institutions des Nations Unies afin qu'elles s'engagent dans des processus similaires. Nous demandons en outre une réforme complète du système de recherches internationales pour garantir la diffusion de l'agroécologie



et l'inclusion de l'éducation environnementale et du développement dans les matières de l'enseignement scolaire.

10) Demander des politiques publiques qui soient au service de la souveraineté alimentaire, de l'économie solidaire et de la finance accessible.

Nous demandons de réorienter les politiques publiques vers le bien-être des personnes et de l'environnement. Les stratégies multisectorielles devraient soutenir un réinvestissement dans la production locale de nourriture, la diversification de l'économie, la création d'activités génératrices de revenus et la garantie de systèmes de protection sociale pour tous. Pour cela, nous avons besoin d'un accès au crédit et à la finance qui réponde aux réelles exigences des communautés. Nous promouvons l'économie solidaire parce qu'elle se base sur des pratiques concrètes de démocratie participative, sur des valeurs et des relations, plutôt que sur des marchandises. Les politiques internationales devraient en même temps récompenser et soutenir les efforts nationaux vers la réalisation de la souveraineté alimentaire, de systèmes agro-écologiques et du droit à la nourriture et à l'alimentation.